

COMMUNIQUE

Refuser le blabla de la FSU et du SNES et restaurer l'Ecole républicaine

La FSU dont la presse qui reprend ses communiqués affirme qu'elle est la première organisation syndicale du secteur éducatif, a lancé un mot d'ordre de mobilisation pour le 3 février 2015.

Oui, la FSU est bien la première organisation du secteur éducatif puisqu'elle a obtenu en décembre dernier la majorité des sièges au CTM !

Sauf que, elle a perdu un siège par rapport au CTM sortant.

Sauf que, seulement un électeur sur 8 a voté pour elle.

Sauf que, comme tous les autres élus du CTM, les siens sont mal élus : en effet s'il y a eu plus de 40 % de votants, les suffrages exprimés, eux, sont nettement en dessous de ce taux.

Sauf que, sa crédibilité auprès du gouvernement, vu sa piteuse situation de fait, est quasiment nulle.

La FSU et le SNES qui est son *coach* prétendent mobiliser les personnels de l'Education Nationale autour de leur habituel caddie revendicatif : un fourre tout dont l'actif principal est d'**avoir fait reculer la situation économique et sociale des personnels dont ils sont censés pourtant défendre les intérêts matériels et moraux.**

Principaux complices des pouvoirs publics, ils ont largement contribué à affaiblir la laïcité dans l'Ecole de la République et à brouiller sa mission essentielle qui est de former des citoyens et des républicains.

Pour sa part, le SNCA e.i.L. Convergence qui jusqu'à ce jour appelait ses militants, adhérents et sympathisants à se joindre aux mobilisations initiés par le syndicalisme ouvrier traditionnel estime que, désormais, **est venu le temps de la rupture avec le syndicalisme du renoncement et des faux semblants.**

Pour sa part le SNCA e.i.L. Convergence exige que :

- La grille indiciaire de la Fonction Publique soit entièrement refondue afin que les fonctionnaires soient mieux rémunérés qu'ils ne le sont et que les bas salaires soient revalorisés de telle sorte que disparaissent les primes de rattrapage non prises en compte pour les pensions, versées aux agents dont les rémunérations sont inférieures au SMIC.
- La qualité du recrutement des personnels enseignants soit relevée par une politique salariale attractive.
- Les programmes, les activités scolaires, les obligations des élèves et de leurs familles et les missions des personnels soient non seulement définis par l'Etat mais aussi pilotés exclusivement par lui.

- La hiérarchie de l'Education Nationale soit recrutée selon le mérite républicain et non sur profil comme c'est trop souvent et malheureusement le cas.
- L'absentéisme scolaire soit effectivement sanctionné comme doit l'être également tout manquement à la laïcité, aux valeurs de la République, que les manifestation de ce manquement soient le fait des élèves, des familles ou des adultes en charge des missions de l'Ecole de la République

Les récents évènements qui ont endeuillé la République ont montré de quel déficit de laïcité souffraient la société française et l'Education Nationale et l'aspiration profonde de la majeure partie des citoyens à voir renaître l'adhésion aux valeurs républicaines. Les actuels détenteurs du pouvoir qui ont la prétention de refonder l'Ecole de la République, même s'ils ne sont pas les seuls responsables du triste état de l'Ecole, doivent mesurer aux résultats qu'elle engendre la vanité de leur prétention.

Il est temps d'abandonner la gestion comptable de l'Ecole et la conception managériale du système éducatif pour revenir aux bases fondamentales de l'émancipation des futurs citoyens : la maîtrise de la langue française, l'accès prioritaire à la culture, la capacité qui en découle pour chacun à exercer sa raison.

La République a d'autres valeurs que celles du libéralisme économique qui préfère une main d'œuvre mal formée à des citoyens responsables. Il est hélas peu probable que l'actuel personnel politique et syndical soit en mesure de s'en rendre compte.

SFDB, le 3 février 2015